



**HAL**  
open science

# L'analyse économique du travail. Complémentarité ou parallélisme des propositions théoriques depuis les années 1880

Michel Rocca

► **To cite this version:**

Michel Rocca. L'analyse économique du travail. Complémentarité ou parallélisme des propositions théoriques depuis les années 1880. 2017. halshs-01566506

**HAL Id: halshs-01566506**

**<https://shs.hal.science/halshs-01566506>**

Preprint submitted on 21 Jul 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**IREPE**

*Institut de Recherche pour l'Economie politique de l'Entreprise*

**L'analyse économique du travail.  
Complémentarité ou parallélisme des propositions théoriques  
depuis les années 1880<sup>1</sup>.**

**Michel ROCCA**

Professeur d'économie

Faculté d'Economie de Grenoble - CREG ; IREPE

Université Grenoble Alpes

*IREPE Working Paper Serie - WP-2017-2*

**Mots clés :** histoire de la pensée, théorie économique, économie du travail, institutionnalistes, mainstream.

**Résumé :** Une histoire longue de l'économie du travail permet d'identifier deux traditions d'analyse des questions du travail : l'approche qualifiée de « *labor problems* » et celle du « *labor economics* ». Ce texte discute leurs conditions d'émergence, leurs fondements axiomatiques et leurs rapports dans le champ scientifique des dernières décennies. Au contraire de l'idée communément répandue, il est avancé l'idée que ces deux traditions peuvent être comprises comme deux « programmes de recherche » irréductibles.

---

<sup>1</sup> Ce texte a fait l'objet d'une première présentation à «El estatuto de la economía del trabajo : trayectoria, fundamentos y métodos», II Conferencia Internacional de Economía Institucional, 16, 17 et 18 Mars, Universidad Michoacana de San Nicolade Hidalgo, Mexique, 2016.

« L'économie est ce que les économistes font » J. Viner

Si l'histoire de l'économie industrielle ou de l'économie internationale bénéficient d'une littérature importante, l'histoire de l'économie du travail est beaucoup plus limitée (Van der Linden, 2011). Cette dernière est essentiellement réalisée au travers de deux ouvrages de référence produits dans la période contemporaine [MacNulty, (1980) ; Champlin et Knoedler, (2004)] et de quelques articles s'essayant à des analyses périodisées des recherches en « Labor Economics » [Hartog et Theeuwes, (1990) ; Boyer et Smith, (2001)].

Cette relative indigence quantitative de la réflexion a une explication omniprésente dans la littérature d'après-guerre : l'approche *mainstream* en économie du travail<sup>2</sup> considère que l'analyse par des mécanismes de marchés concurrentiels régulés par les prix est une explication scientifique convaincante dès lors qu'elle a su, période après période, prêter attention aux « particularités » du marché du travail. Dans les années 1880 aux Etats-Unis, la première particularité observée était, par exemple, que l'ajustement du salaire était influencé par une institution : le syndicat.

En définitive, « labor economics seemed to present no demanding intellectual problem », le travail n'étant qu'un facteur de production que l'on peut analyser dans le cadre d'une logique statique de marché (Addison et Siebert, 1979). Et l'ouvrage de J.R. Hicks « *Theory of wages* » (1932)<sup>3</sup> qui sert encore de référence à l'approche *mainstream* consacrée au travail rappelle bien, dès les premières pages, l'orientation intellectuelle : « the theory of wages in a free market is simply a special case of the general theory of value ». Très tôt, l'idée d'une synthèse néo-classique est donc formulée.

Dès les années 1950, l'approche *mainstream* en économie du travail complète cette position néo-classique en promouvant une seconde idée qui tend donc à régler le sens de l'histoire de la pensée dans le domaine : cette approche est supposée avoir une réelle faculté « intégratrice » (encompassing). Ce qui émerge comme interrogations relatives aux questions du travail serait l'objet de « réintégrations » pertinentes et progressives au schéma d'explication *mainstream*. Ainsi, les phénomènes de *dissymétrie* propres aux questions de travail sont pris en compte par l'appareillage *mainstream* (O. Favereau, 1989). Comme le notent Hartog et Theeuwes au terme de « Post-war Developments in Labor Economics » (p344), “the neoclassical authors more often attempted to included the ideas of the institutionalists (wage rigidity, a labour contract that regulates more than the hourly wage rate, hierarchical relations) into their set of interesting and relevant problems”. La posture des travaux des années 1990 n'est pas différente et la mise en avant de cette propriété intégratrice est omniprésente (Cahuc et Zylberberg 2001).

Dans une livraison de *Labor Economics* proposant en 2014 un bilan des recherches en *Labor Economics*, J. Hartog introduit le numéro en étant encore plus explicite sur les performances des travaux du *mainstream* et sur leur place dans le champ de la pensée consacrée à l'économie du travail :

*“Labour economics has been very dynamic over the past 25 years. Many changes have come gradually, step by step over modest thresh-olds, almost by groping around over small areas, as a process of*

<sup>2</sup> Ce texte considère que la dénomination « *mainstream* » a l'avantage d'englober les travaux relevant de la tradition néo-classique fondamentale (théorie des prix) et ceux relevant de l'extension des « méthodologies néoclassiques », notamment la théorie des choix [Amable, Boyer, Lordon, (1997), Colander (2000), Solow (1990)].

<sup>3</sup> L'ouvrage de J.R. Hicks reste pour l'histoire de la théorie économique assez ambivalent : tout en étant une référence centrale pour le développement des travaux néoclassiques de *Labor Economics* d'après-guerre, il montre l'impossibilité de déterminer théoriquement le niveau de salaire qui dépend de la négociation et non de mécanismes de marchés. Hamouda O.F. (1993) *John R. Hicks. The economist's economist*, Blackwell, Oxford. Lors de la réédition de 1963, J.R. Hicks admittra lui-même cette ambiguïté.

*tâtonnement. But some of the shifts were more radical. Revolutionaries knocking on the wall of the mainstream fortress were, perhaps, the feminist, the institutionalists and the behaviorists. They have in common that as revolutionary bands they have been around for a long time, but only in distant fields, almost out of sight from the main podium. Feminist started out, in the 1960's and so, as an aggressive sect that attacked neoclassical (labour) economics, mostly on philosophical terms and reproaching the male dominated community for abuse of power. Institutionalism was essentially the cradle in which modern microeconomic based labour economics started, and left behind like a cuckoo bird leaving the wrong nest in which it was hatched. Behaviorist always had Herbert Simon as their source of inspiration. All three have, in the course of time, in different degrees of accomplishments, won great influence within labour economics. But with the twist or two. [...]. The recognition of the importance of institutions has opened up fertile research ground in labour economics, in a sense returning to fields once deserted, but now tackled with our standards tools and standard methodology."*

Dominante, la position des tenants du mainstream a donc l'avantage de la clarté : après les succès de « l'intégration » des particularités manifestées par les marchés du travail permettant de produire des travaux plus réalistes et à valeur prédictive dans les années 1990, les travaux mainstream ont aujourd'hui abouti à occuper, en généralisant l'utilisation de leur axiomatique, l'ensemble des préoccupations de l'économie du travail. Nulle autre axiomatique ne demeure car, de proche en proche, les autres courants ont finalement accepté une conversion ou ont disparu. L'histoire de l'économie du travail se confondrait dès lors avec une histoire des travaux de Labor Economics.

Si le constat d'une excellence scientifique de l'économie du travail mainstream n'est pas discuté ici<sup>4</sup>, ce texte vise à montrer que cette faculté intégratrice fortement revendiquée par le courant dès la fin des années 1950 peut faire l'objet d'un examen plus nuancé si l'on se place dans une analyse de long terme de l'évolution de la pensée économique consacrée au travail. Sous cet angle, l'hypothèse d'une pensée économique fondamentalement diverse dès l'origine et composée de traditions d'analyse aussi structurées que distinctes peut être testée. Les objets investis, les ambitions scientifiques et les méthodes proposées s'avèrent en fait si spécifiques que l'on peut davantage souscrire à l'image d'une pensée économique du travail faite « de mondes intellectuels, chacun de leur côté » (G. Mangum et P. Philips, 1988).

Les principaux essais d'histoire de l'économie du travail [(MacNulty, 1980) ; (Champlin et Knoedler, 2004)] montrent en effet que dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle l'émergence des « problèmes du travail » dans le champ de la réflexion économique se fait d'emblée sur le mode de la diversité. Principalement, deux traditions universitaires d'analyse des questions économiques liées au travail se dessinent dès l'origine et vont plutôt se consolider étape après étapes. Ces étapes ne sont pas régulières et des moments de mise en sommeil, des unes et des autres, sont même observables. Au fond, l'histoire de l'économie du travail serait plutôt, et c'est l'hypothèse avancée par ce texte, celle d'une alternance des idées entre deux préoccupations qui, en s'opposant à distance, rythment l'évolution de la pensée économique consacrée au travail depuis la fin du 19<sup>ème</sup> siècle : d'une part, la pensée empirique des « problèmes du travail » avec ses développements relatifs aux institutions puis, dans l'après-guerre, aux relations industrielles notamment, et, d'autre part, la tentative répétée et ambitieuse de compréhension du travail par une économie du marché du travail.

---

<sup>4</sup> Pour une discussion de la pertinence épistémologique de l'approche mainstream voir Rhonda M. Williams (1984) "The Methodology and Practice of Modern Labor Economics: A Critique", in W. Darity, Jr. (ed.), Labor Economics: Modern Views, Boston: Kluwer-Nijoff Publishing, 1984, pp. 23-51.

Derrière ces dénominations qui émergent dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, ce sont bien les traditions institutionnalistes<sup>5</sup> et mainstream qui sont convoquées et qui seront ici questionnées dans leurs contributions à l'analyse économique du travail mais aussi dans leurs rapports scientifiques. Afin de mener ce questionnement, ce texte aborde successivement trois points.

**La première section** montre que s'il est mal aisé de dater précisément l'émergence d'une pensée économique dédiée au travail, il est par contre possible de déceler les traces anciennes des deux traditions d'analyse en économie du travail (institutionnaliste et mainstream) et de situer leurs prolongements contemporains. Dans ce but, un tableau de synthèse des contributions marquantes de ces deux traditions sur période longue est dressé pour servir de point de départ à la discussion. **La deuxième section** interroge chacune de ces traditions pour montrer qu'elles se distinguent nettement par leurs intentions, objets et méthodes principales. Dès lors, ce sont bien deux programmes de recherche (au sens de Imre Lakatos) qui se sont progressivement construits en affirmant des ambitions de nature très différentes. Cette distinction n'est ni anecdotique, ni récente : elle est déjà l'objet de la profonde controverse qu'entretennent dès mars 1884 les auteurs chrétiens Newcomb et Ely à l'Université John Hopkins. **La troisième section** montre que ces deux traditions tentent de coexister dans l'univers académique, parfois avec difficultés, et vivent non pas dans une logique de complémentarités intellectuelles ou d'intégration mais plutôt dans une logique de « mondes séparés ». Ces mondes séparés ont leur vie propre. Sur longue période, une véritable alternance de l'audience en matière de pensée économique est observable : tour à tour, chacune des traditions s'est illustrée par des contributions majeures et la conquête de reconnaissances académiques. Au total, il est néanmoins difficile de noter une suprématie intellectuelle définitive de la pensée mainstream dans l'histoire de l'économie du travail ; suprématie conduisant à une éviction définitive de la tradition institutionnaliste déjà en recul depuis quatre décennies [(Yonay, 1998) ; (Rutherford, 2001)]. La persistance d'une tradition institutionnaliste consacrée aux « problèmes du travail » est par contre plus aisée à démontrer malgré de réelles difficultés de « comeback » qu'elle connaît aujourd'hui (Kaufman, 2004).

## **I. Le débat sur « les origines » de l'économie du travail : l'émergence conjointe des deux traditions d'analyse des problèmes du travail.**

L'émergence d'un champ autonome de réflexion économique consacré au travail est incertaine. Il est à la fois difficile de distinguer une autonomisation de la question du travail par rapport à celle de l'économie politique en général, mais également difficile de dater une origine précise (un auteur fondateur ou une controverse fondatrice, par exemple). La littérature d'histoire de la pensée est par contre unanime pour situer une large période d'émergence qui verra l'affirmation des questionnements principaux de l'économie du travail (A.L Cot, 1998).

La période est effectivement large si l'on retient l'ensemble des avis des historiens de l'économie politique. Assez naturellement, un premier groupe d'auteurs associe la création de l'économie du

---

<sup>5</sup> Initiée par R.T Ely puis confortée par les contributions des institutionnalistes de première génération (J.R. Commons, en particulier), la « tradition institutionnaliste » peut être cernée à travers 4 éléments clés communs aux travaux qu'elle rassemble depuis la fin des années 1880. Champlin et Knoedler (2004) propose une formulation très convaincante de ces 4 caractéristiques : « how any society provides for its economic needs is culturally and historically situated ; the working rules of economic behavior are cultural, legal, and social rather than universal law of nature ; markets are legal and cultural arrangement often characterized by relationships of conflict, power and inequality; government is an integral part of the economy, and appropriate economic policy is important to ensure that the economy works in the interest of all the members of society » (page 4). Une définition extensive de cette tradition peut permettre d'inclure les approches par la segmentation des marchés comme « 4<sup>ème</sup> génération » de la tradition institutionnaliste (Kaufman 2004, p 23).

travail au texte fondateur d'A. Smith (Kerr, 1994, p VIII et Witte E.E. 1947, Brown J.D. 1952). Retenue en France et aux Etats-Unis par Taft P. (1950), une seconde lecture considère qu'il faut attendre la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle pour que l'économie du travail émerge en façonnant ses questionnements propres qui deviendront des ancrages définitifs pour le développement de la pensée [Kaufman, (1993) et Perlman, (1958)]. C'est le livre de R.T. Ely paru en 1886 qui est alors considéré comme le marqueur historique et le révélateur des traits principaux de l'économie du travail. Enfin, une dernière lecture plus extensive est notamment portée par Schumpeter qui considère que la période 1870-1914 « *posa l'essentiel des assises de l'économie moderne du travail* » (1983, Tome III, p 265).

Loin d'être gênantes, ces divergences d'appréciation relatives à la période d'émergence permettent en fait de situer précisément le *point de départ* et les *questions principales* se dessinent déjà avant le début du 20<sup>ème</sup> siècle.

Par l'œuvre pionnière d'A Smith, il est avancé une idée majeure qui servira de *point de départ* à toute l'analyse économique du travail qui s'ouvre : « l'acte de travail » fait l'objet d'une attention émerveillée des observateurs de l'économie car il est « la source » de la richesse. En vérité, la catégorie « travail » est d'emblée considérée par le raisonnement économique comme centrale mais surtout particulière au regard des autres catégories proposée à l'analyse économique (les échanges, la terre, la production, ..). Parce qu'elle est le fait des hommes (« *human essences* » selon l'expression des Webbs) et non un simple facteur de production intégrable à une fonction de production donnée, la catégorie travail ne peut être « lue » par le marché comme n'importe quel facteur et nécessite, dès lors, un appareillage adapté si l'on veut l'analyser (Cartelier, 2016). L'indispensable recours à l'enquête, à la monographie et à l'investigation statistique est ainsi dès l'origine justifié, notamment par R.T. Ely ou R. Hoxie<sup>6</sup>. L'influence de l'école historique allemande sur la science économique naissante aux Etats-Unis explique plus largement cette orientation visant à professionnaliser la discipline en la dotant d'abord d'outils d'investigation : une enquête auprès d'économistes en poste dans les universités américaine montre d'ailleurs que, dans les années 1880, plus de la moitié d'entre eux déclarent avoir suivi des études en Allemagne<sup>7</sup>.

Avancée dès l'origine de l'économie du travail, cette ambition de fonder un appareillage technique adapté au « travail » constituera le point de méthode posé, par une génération que l'on peut aisément qualifier de « pré-institutionnalistes » : c'est-à-dire précédant l'école du Wisconsin emmenée dans les années 1930 par J.R. Commons. Ce point de méthode sera très vite le motif principal de divergence entre les différentes approches de l'économie du travail.

La fin du 19<sup>ème</sup> voit également émerger, progressivement et dans l'opposition farouche d'une doxa de la pensée économique, un programme d'économie politique du travail que l'on peut qualifier alors « *d'approche américaine de l'économie du travail* » (Van der Linden, 2011). C'est ce programme qui formule déjà finement *les questions principales*.

Comme le montre justement A L. Cot (1998, p 83), ce sont bien les années 1880 qui amènent explicitement au cœur du débat de politique économique « *les questions du travail* » tout en fixant « *le cadre de ce qui va devenir l'économie du travail* ». Cette entrée sur la scène de l'économie politique du

---

<sup>6</sup> D.E. Gimble propose une explication convaincante des choix de méthodes qui se précisent dès la fin du 19<sup>ème</sup> dans la tradition institutionnaliste : « *On the contrary, they viewed labor and the work process as a complex, multidimensional, and cultural phenomenon requiring a methodological approach that was interdisciplinary, highly empirical, rich in description, evolutionary and steeped in ameliorative public policy measures. In particular, they perceived labor economics to be inextricably linked to practice, that is, identifying actual labor problems and implementing various remedial policy measures to mitigate them* » (p 628).

<sup>7</sup> Herbst J. (1965) *The German Historical School in American Scholarship. A Study in the Transfer of Culture*, Ithaca, Cornell University Press, p. 130-131.

travail a des caractéristiques qui permettent de mieux cerner les raisons de l'existence permanente de deux programmes de recherche se consacrant à l'objet travail.

Ces « questions du travail » sont celles qui préoccupent les intellectuels engagés de la fin du 19<sup>ème</sup> face aux effets néfastes de l'application des doctrines du laissez-faire et aux effets de la crise aux Etats-Unis. L'approche conventionnelle de l'économie s'interdisant au fond d'en faire un sujet spécifique d'interrogations.

N. Delalande donne une synthèse très complète de ce mouvement de la fin du 19<sup>ème</sup> aux Etats-Unis : « lorsqu'ils rentrent aux États-Unis, ces « German-trained » économistes, tout jeunes diplômés, s'engagent dans un mouvement d'organisation de la discipline économique avec pour référence le modèle allemand. Richard Ely, Edwin Seligman, Henry Carter Adams, Richard Mayo-Smith, Edmund James, entre autres, fondent en 1885 l'American Economic Association (AEA), dans le but de professionnaliser l'enseignement de l'économie et de l'autonomiser. Sur le plan disciplinaire, leur passage par les universités allemandes, et le rayonnement de l'école historique, les conduit à développer une approche de l'économie combinant droit, histoire et politique. Tous ont en commun de considérer que l'économie n'est pas une science naturelle, dont les lois seraient immuables. Cette conception s'oppose à celle des tenants de l'économie du laissez-faire, qui ont tendance à naturaliser le marché pour en dégager les lois de fonctionnement. Au contraire, les jeunes économistes à l'origine de la fondation de l'AEA revendiquent une méthode empirique et comparative, qui repose moins sur l'usage des mathématiques ou l'appel à des lois naturelles de l'économie que sur l'analyse des doctrines, des statistiques et des transformations politiques ».

Dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, ce point de départ de l'économie du travail et ces questions principales forment un cadre intellectuel qui constituera pendant plusieurs décennies le soubassement incontesté des recherches développées dans la tradition institutionnaliste. Très vite, cette tradition n'est toutefois pas seule à proposer une économie du travail : le modèle néo-classique a également une production initiée par l'œuvre de Marshall de 1890, puis relancée par l'œuvre de Hicks en 1932 : le travail est un facteur de production au même titre que d'autres facteurs.

Présente dès les années 1880<sup>8</sup>, ces deux traditions sont distinguées dans le tableau ci-dessous en tentant de situer, pour chacune d'elle, les contributions majeures et leurs principaux apports à l'analyse économique du travail.

---

<sup>8</sup> L'ouvrage d'Alfred Marshall paraît sept ans avant l'ouvrage référence de S et B Webbs.

# Les théories économiques et l'économie du travail (1880 à nos jours) <sup>7</sup>

	<p><b>A. SMITH</b> « <i>Labour was the first price, the original purchase money that was paid all things</i> »</p> <p>1. Le Travail, mesure et source de la valeur</p> <p>2. La détermination du niveau général des salaires est la question centrale en économie du travail (Controverses autour du WAGE-FUND)</p>	
<b>1880</b>	<p style="text-align: center;"><b>“Les problèmes du travail”</b></p> <p style="text-align: center;">(l'analyse du fonctionnement des institutions et leurs effets sur le travail)</p> <p><b>1. Pré-institutionnalistes : les Fondateurs</b>          1886 /R.T. Ely The labor movment in America          1897/ S et B Webbs : « <i>la fixation du salaire dépend du pouvoir de négociation</i> »</p> <p><b>Positionnement</b> : Inductive approach / rejet du laissez faire / réforme sociale  <b>Méthode</b> : historique, comparative et statistique (influence de l'école germanique)  <b>Politiquement</b> : porte-parole du mouvement social  <b>Lieu</b> : John Hopkins University  <b>Revue</b> : 1886 Quaterly Journal of Economics  <b>American Economic Association</b> fondée en 1886.</p> <p><b>2. Génération 1<sup>1</sup> : J.R. COMMONS (1934)</b>          (1934) Myself, MacMillan, New-York          « <i>it is possible to built a whole system of political economy on the on foundation of labor</i> »  <b>Lieu: The Wisconsin scholl</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>“Le Marché du travail”</b></p> <p style="text-align: center;">(marché concurrentiel et fixation des prix par l'offre et la demande)</p> <p>1890/A. Marshall</p> <p>1932/J.R. Hicks Theory of wages          1934/P.H. Douglas The Theory of wages</p>
<b>1950</b>	<p><b>3. Génération 2 : DUNLOP ET KERR (1940-1960)</b>          Néo-institutionnaliste ou social « labor economist ou « industrial relations »          (Dunlop, Kerr, Lester, Reynolds, Ross, ...)</p> <p><b>4 Génération 3 : PIORE ET DORINGER (après 1960)</b>          Méthodologies communes : études de cas, rejet du modèle néoclassique, approche historique.          (Barbash, Killingsworth, Appelbaum, ..)</p> <p><b>5. Génération 4 : DEVELOPPEMENTS INSTITUTIONNALISTES ET HETERODOXES (depuis 1980)</b>          (Osterman, Galbraith, Locke, ...)</p>	<p><b>Révolution 1 : Améliorations</b></p> <p><b>Vague 1<sup>2</sup> : Les évolutions du modèle statique : Offre, demande, syndicats</b>          (économétrie de l'offre –élasticité, éducation, comportements- et de la demande de travail, effets des syndicats sur l'emploi et les salaires, ...). Objectifs : discuter la non-homogénéité des facteurs.</p> <p><b>Vague 2 : Le capital humain</b>          Théorie globale (explication des variations de productivité, proposition de financement de l'éducation, ...).</p> <p><b>Révolution 2 : Extension, « gobbled-up » des institutions, intégration de l'incertitude</b>          Théorie des contrats pour limiter l'incertitude de la relation d'emploi et les asymétries d'information.          Modélisation des mobilités dans les occupations d'emploi et des marchés internes.          NB : <b>Controverse</b> « Economie du déséquilibre et chômage ».</p>

1. La présentation en 4 générations est adaptée des travaux de Kaufman (1993, 2004), Boyer et Smith (2001) et Cain (1975)

2. La présentation en « *vagues* » est adaptée de Hartog et Theeuwes (1990).



L'analyse des dates et des contributions permet de tirer quelques enseignements de premier ordre dans un champ qui, ainsi éclairé, apparaît aussi ancien que quantitativement riche.

1. D'abord, l'engagement d'un traitement intellectuel des questions du travail est nettement le fait **d'économistes aux profils particuliers** (Ely et les Webb, notamment). Leurs ambitions sont « mêlées » (Roberts E, 2003) : sans être des militants politiques, ils sont tout à la fois observateurs de leur temps, experts et soucieux de proposer des réformes. L'ouvrage de L. Bradizza (2013) donne un éclairage très complet de cette forme d'engagement de l'universitaire dans la société. De formation économique, ils n'en demeurent pas moins ouverts à l'histoire et aux sciences sociales et considèrent que le métier d'universitaire n'oblige pas à la distance avec la marche de la société. Leur point commun est, sans nul doute, leur foi chrétienne. L'acte de fondation d'une économie du travail comme champ spécifique est le fruit de cet engagement et, donc, le fait de la seule tradition institutionnaliste (les pré-institutionnalistes) qui aura les intuitions fondatrices et apportera par R.T. Ely et les Webb les premiers travaux de référence. L'ouvrage de Paul Mac Nulty (1980) montre de manière très détaillée comment R.T. Ely, « a new voice » fut « le pionnier et le fondateur » d'un mouvement d'analyse du travail cherchant à mêler éthique et vie économique dans un champ considéré comme « appliqué » (pages 132-133). L'économie du travail n'est donc ni initiée ni animée par les tenants de l'économie conventionnelle qui à l'instar de S. Newcomb campaient sur une position de retrait, plus idéologique qu'intellectuelle<sup>9</sup>.

2. A l'instar des travaux de Smith, **l'analyse du travail est d'emblée un véritable tremplin**<sup>10</sup> pour le développement d'une pensée économique d'ensemble et de ces méthodes jointes. Cette fonction de tremplin est par contre présente dans les deux traditions.

Du côté de la tradition institutionnaliste, « *The labor movement in America* » publié en 1886 par R.T. Ely manifeste ainsi, outre « l'invention de l'économie du travail » (A. Cot, 1998, page 81) comme domaine disciplinaire spécifique, une ferme volonté de réformer la théorie économique toute entière. C'est d'ailleurs le projet ouvertement porté par R.T. Ely, H.C. Adams et J.B. Clark lorsqu'ils créent l'American Economic Association le 9 septembre 1885. Suivant là encore nettement les influences méthodologiques de l'école allemande, de nombreux économistes (C. Wright, R.A. Seligman, R. Mayo-Smith, ..) affirment en vérité la nécessité d'ouvrir une réflexion théorique sur le travail avec l'ambition avouée d'en faire l'occasion d'une remise en cause de la doxa économique partout enseignée dans les universités américaines.

Dans les années 1930, R. Hoxie et J.R. Commons manifesteront la même posture. S'ils sont souvent perçus comme des économistes du travail « leurs efforts se sont sérieusement portés sur la restructuration de la théorie économique et, à cette fin, leurs études sur le travail prennent une part. Leurs efforts doivent être compris, au-delà de critiques fortes de l'orthodoxie et de son attrait pour le marché, comme des tentatives pour faire progresser la théorie économique » (Boulding, 1957, page 2). A travers les questions du travail, c'est donc une théorie économique d'ensemble qui est envisagée. Dès les premières pages de sa contribution de 1934b, Commons évoquant « sa théorie » ne manque pas d'indiquer que « the subject matter of institutional

<sup>9</sup> Il est à noter que dans les années 1880, Newcomb ne reconnaît par exemple pas les « intuitions de Smith » (désavantage des travailleurs dans la négociation des salaires par exemple) et préfère s'en tenir à une approche plus maltusienne des questions économiques : « si les capitalistes ne sont pas libres d'agir pour s'adapter comme ils le veulent, sans interférence du travail, alors le capital disparaîtra et tout le monde sera plus pauvre » (Fine Laissez-faire page 59-60). Il est même avancé l'idée que l'antagonisme capital / travail est un « blasphème contre l'harmonie de la providence » (cité par MacNulty (1980) page 131).

<sup>10</sup> A.L. Cot (1998) estime, à propos de la tradition institutionnaliste, qu'elle propose une « économie du travail qui sert de révélateur, au sens photographique du terme, aux nouvelles orientations (institutionnalisme) » (p 101)

economy [...] is not commodities, nor labor, nor any physical thing –it is collective action which sets the working rules for property rights, duties, liberties, and exposures » (page 523).

Les premiers ferments d'une possibilité de théorie d'ensemble sont dès l'origine aussi précisément formulés qu'originaux. Dès 1919, W.W. Stewart note par exemple dans l'AER que « *the advantage of a clear recognition of the general problem by the economists working in the special fields is that as their work develops their result will come to constitute a coherent body of theory, organized around the central problem of control. In the work now being done in banking and in taxation, in problems of labor and of valuation, there is implied a body of principles which will make good its claim to be economic theory. The detailed analysis of the market, already made by value theorists, will find its place in such a body of theory, but instead of being studied in logical isolation the market will play its role along with the order agencies of control. Perhaps this attitude towards the market as simply one of the institution requiring analysis is the determining characteristic of institutional theory* » (p 319).

Du côté des travaux mainstream, le cheminement est similaire quant à la place du traitement des questions du travail. Le traitement des questions posées par le travail (la fixation du salaire) est fondamentalement mené en cherchant à conforter les assises d'un modèle néo-classique tout en adoptant un positionnement scientifique très conventionnel<sup>11</sup>.

Les premières contributions de Marshall puis de Pigou, son successeur à Cambridge, ne sont pas immédiatement aussi ambitieuses. En 1912, avec *The Economics of Welfare*, Pigou est par exemple plutôt soucieux de mener des investigations analytiques poussées sur les questions du travail, restant en cela très proche de préoccupations portées par les institutionnalistes de l'époque. L'influence méthodologique de ces derniers reste forte dans cette période.

L'exemple le plus significatif reste plutôt la contribution séminale de Hicks « *Theory of Wages* » en 1932 qui révèle cette volonté de « forger » une théorie d'ensemble à partir de l'analyse du travail : « *the existence of government regulation and of labor union power did not justify any attempt to change the whole structure of the theory* » (page VI, Ed 1935). Comme le note MacNulty (1908, page 179), « *Hicks approach was an effort to incorporate the labor union into the analytical apparatus of neoclassical economics and, especially, its marginal productivity theory of labor demand and to preserve the basic structure of neoclassical theory for labor economics* ».

Au total, les questions du travail s'avèrent bien être un élément au statut particulier dans l'histoire de la théorie économique : il est le « cœur » pour les institutionnalistes et l'objet « préféré » pour les tenants du marginalisme naissant. Dans les deux cas, il sert à entreprendre, chacun de son côté, l'édification d'un corps général de théorie.

3. Si chacune des traditions a une véritable permanence dans ses contributions, la période qui s'ouvre en 1880 est nettement marquée par **l'alternance de moments de domination intellectuelle** (Camplin et Knoedler, 2004, page 3).

La longue période des années 1880-1960 voit le développement des travaux de la tradition institutionnaliste, en considérant que l'initiateur et le descendant (Ely et Commons) sont les deux figures marquantes : la période est en particulier marquée par l'accroissement de la présence institutionnelle des économistes institutionnalistes dans les universités américaines et par l'augmentation du nombre de départements et de cours mettant en lumière cette approche des questions du travail. Il est même observé une véritable attraction des étudiants pour ce type de

---

<sup>11</sup> L'orthodoxie de la démarche scientifique en économie à la fin du 19<sup>ème</sup> est bien exprimée par Tawney R.H dans sa contribution de 1958 (page 20) : « economic activity as dependant upon impersonal and almost automatic forces ». L'économie est une science recherchant la précision analytique des sciences physiques.

cours de « *la nouvelle spécialité d'économie du travail* » (expression de J. Dorfman) ; cours qui seront toutefois considérés par les auteurs marginalistes comme trop éloignés de la théorie économique (voir chapitre 7 de l'ouvrage de MacNulty, 1980).

Cette période de visibilité relative de la tradition institutionnaliste s'achève du fait d'un basculement scientifique que Kerr (1988) analyse très explicitement :

*“The group of labor economists who gave dominant leadership to the field in the United States from 1940 to 1960 chose, in the phrasing of Lionel Robbins, « the interpretation of reality –the low road- over the building of theoretical a priori models”.*

Plus exactement, la période de l'immédiat après-guerre (1946-1948) aux Etats-Unis voit un retour de l'affrontement des méthodes : s'appuyant sur les précurseurs des années 1930 Hicks et Douglass, un des plus éminents tenants du marginalisme (Machlup) mène notamment une violente charge publique (*American Economic Review* de 1946) contre les travaux de R. Lester en redonnant de l'actualité à l'argument des années 1880 à la John Hopkins University : l'absence de raisonnement scientifique des institutionnalistes. F. Machlup y ajoutera l'incapacité des institutionnalistes à comprendre le marginalisme qu'ils critiquent.

Les années 1960 voient dès lors croître l'influence de l'approche néo-classique portée par le raffinement des méthodes mathématiques et sonnent la mise en sommeil de la tradition institutionnaliste même si cette dernière trouve quelques prolongements, certes moins visibles, dans le courant plus large des « relations industrielles » ou dans les travaux en termes de segmentation des marchés.

\*\*\*

L'ambition initiale des deux traditions d'analyse en économie du travail est donc bien identique : fonder une théorie d'ensemble en prenant pour tremplin les questions du travail. Ces dernières émergent dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle à l'initiative d'institutionnalistes au programme de recherche déjà bien formé. Portée par des universitaires aux profils très différents, chacune des traditions poursuivra son ambition en confirmant progressivement des choix scientifiques aussi précis que propres : le choix du réalisme des faits qu'il s'agit de collecter pour les faire parler en vue de faire la théorie contre la revendication d'une démarche scientifique qui justifie le choix d'une construction générale et déductive appliquée au travail vu à travers le prisme du marché régulateur.

## II. Les traditions d'analyse en économie du travail : une histoire pour « deux mondes » parallèles.

L'économie du travail abrite donc deux traditions<sup>12</sup> qui cultivent une véritable continuité de leurs préoccupations sur le temps long. Dans chacun des cas, des liens forts de parenté existent d'ailleurs entre les travaux fondateurs et ceux de l'immédiat après-guerre.

Pour la tradition mainstream, il est aisé de montrer cette continuité du programme de recherche qui de Marshall en 1890 aux économistes de l'après-guerre tient à l'affiliation à l'axiomatique qui caractérise le paradigme néoclassique. En fait, la période des années 1890 -1990 est marquée par une constance jusque dans les termes même. Quand Borjas rappelle en 1988 les « principes » mobilisés par l'approche néo-classique<sup>13</sup> appliquée au marché du travail, on retrouve exactement la formulation de Marshall. Plus encore, cette approche revendique une forte capacité à « développer le modèle néoclassique » de manière permanente et réfléchie. Ce développement d'un modèle considéré par les néo-classiques eux-mêmes comme un peu fruste et peu réaliste se présente en trois « vagues » visant à gagner en performances interprétatives : première vague, le modèle néoclassique « statique » est augmenté de développements, relatifs, notamment à un affinage des caractéristiques de la demande de travail ; deuxième vague ouverte dans les années 1960, le modèle intègre les questions de capital humain afin d'enrichir la compréhension des choix individuels liés aux effets de l'éducation, enfin, troisième vague engagée dans les années 1980, la théorie des contrats et des incitations permet de traiter les questions d'imperfection de l'information sur le marché du travail (Hartog et Theeuwes, 1990, page 317).

La tradition mainstream peut dès lors se revendiquer d'une véritable continuité dans les préoccupations (affiner puis étendre les applications d'une axiomatique) qui, dans la période récente, se double d'une très grande productivité de ses membres.

Pour la tradition institutionnaliste, la continuité est moins organisée et parfois masquée par des dénominations de corpus en évolution. De plus, il est difficile de suivre les filiations qui se perdent dans des travaux contemporains plus éclatés dans leurs ambitions (Kaufman, 2004, p 16).

Entre les travaux initiaux d'Ely, la contribution de Commons (1934), étudiant d'Ely mais surtout chef de file des institutionnalistes de première génération, et les travaux de Kerr dans l'après-guerre, le ralliement aux fondements méthodologiques d'une tradition institutionnaliste est néanmoins constant : la recherche des faits, le réalisme des hypothèses, des méthodes d'investigation et le recours à une pluridisciplinarité. En vérité, dès la contribution d'Ely de 1886, l'ensemble des caractéristiques de la tradition institutionnaliste est quasi-complètement donné : le choix d'une approche inductive (par les faits) –ou plutôt le refus des méthodes strictement déductives-, un rejet du laissez-faire et la participation aux mouvements de réformes en faveur de

---

<sup>12</sup> L'approche keynésienne proposant une analyse agrégée du marché du travail avec la possibilité d'un sous-emploi structurel lié à la rigidité des salaires à la baisse a constitué un courant d'analyse macroéconomique de l'économie de l'emploi actif dès la fin des années 1950. Très peu développée aujourd'hui, cette approche a connu son apogée avec les travaux sur le déséquilibre (Malinvaud) qui ont tenté de « faire un petit pont » (expression de Hartog) avec la tradition mainstream. Cette dernière estimant d'ailleurs que la perspective keynésienne, mais aussi celle des nouveaux classiques, est, en définitive, soit incluse par les développements d'après-guerre de la tradition mainstream (analyse des arbitrages emploi/chômage par les salariés comme renouvellement de la courbe de Philips), soit orientée vers d'autres préoccupations plus macroéconomiques. Cette approche keynésienne ne peut dès lors être considérée aujourd'hui comme une tradition longue au même titre que les deux traditions discutées ici.

<sup>13</sup> « dans la littérature néo-classique, deux principes sont mobilisés pour interpréter le fonctionnement du marché du travail : (1) tous les agents d'une économie (c'est-à-dire individus, entreprises, syndicats, gouvernements) maximisent une fonction d'objectifs bien définis ; (2) il existe un équilibre de marché qui harmonise les objectifs contradictoires des différents acteurs du marché du travail » (page 21).

la « *laboring class* »<sup>14</sup>. Ouvrage de référence durant les années 1920, l'ouvrage de TS Adams et HL Sumner (1905) ne fera d'ailleurs que redire cette préoccupation en concluant leur manuel d'un chapitre consacré à « *l'espoir de la réforme sociale* ». Egalement porté par ce souci de réformes progressistes, Commons produira une œuvre marquée par ce type d'engagements mais surtout amènera l'ambition conceptuelle qui manque encore aux pré-institutionnalistes.

Cette continuité des préoccupations ouvre, en pratique, sur une nette distinction des programmes de recherche. Les angles d'attaque sont tout simplement séparés dès l'origine. En tout cas, beaucoup plus séparés que le discours mainstream ne le laisse entendre lorsqu'il met aujourd'hui en avant « sa » capacité intégratrice.

En fait, alors que l'approche mainstream considère d'emblée que l'analyse du travail n'est envisageable que dans une logique de marché, l'approche institutionnaliste se donne une autre préoccupation : les institutions qui existent sur le (voire les) marché(s) du travail :

*« strictly speaking labour economics only exists when labour market events are analysed by abstract economic concepts such as demand, supply, market price and (optimal) choice. But these abstract concepts conceal much of what is special in the labour market : trade-unions, strikes, negotiations, social laws, the importance of working conditions. These institutions are the subject of the Webbs book »* (Hartog et Theeuwes, 1990, page 314).

Au début du 20<sup>ème</sup> siècle, ce dessin « à fronts renversés » des préoccupations de la recherche va jusqu'à laisser entendre, du côté des néoclassiques, que les uns se chargent du marché et que les autres se chargent de « tout le reste » : « *a neoclassical economist only sees a demand and a supply function. Institutionnalists focus on labour market phenomena in all their diversity and pay attention to details, to labor conditions, to the balance of power* » (Hartog et Theeuwes, 1990, page 316).

Comme le note J.R. Commons précisant les caractéristiques distinctives de l'économie institutionnaliste « *I made [...] Conflict of Interest, not the Harmony of Interest of the classical and hedonistic economists, the starting point of Institutionnal Economics* » (1934a, *Myself*, p 97). Les ambitions théoriques de l'institutionnalisme ne sont donc pas le fait d'un simple partage des préoccupations ou objets de recherche.

En fait, la distinction des attendus des programmes de recherche consacrés à l'économie du travail se manifeste notamment sur trois dimensions que l'on peut repérer dès l'origine des travaux institutionnalistes. Ces dimensions sont autant de critères de séparation de traditions structurées par leurs « programmes de recherche »<sup>15</sup>.

---

<sup>14</sup> Il est à noter que ce lien aux problèmes économiques et sociaux conduit à ce que M. Perlman (1958) estime que l'ouvrage de Ely est « the pioneer effort in the field [...] and attracted a great number of able, socially conscious students to the study of economics. In point of fact, it is probably this book, written by a leading professional economist, that explains why the history of American unionisme became associated initially with economics rather than with political science or history » (Perlman M. (1958) *Labor Union Theories in America* (Evanston, I 11.: Row Peterson), page 55, cité par MacNulty page 132)

<sup>15</sup> Nous entendons ici « programme de recherche » au sens d'I. Lakatos. Au lieu de parler de « théories », Lakatos parle plutôt de « programmes de recherche » : c'est-à-dire d'une structure qui guide la recherche future d'une façon à la fois négative et positive. L'heuristique négative d'un programme donné interdit aux chercheurs qui souscrivent à celui-ci de modifier ou de rejeter les hypothèses de base qui le sous-tendent : celles-ci sont décrétées infalsifiables par décision méthodologique. Elles constituent le noyau dur du programme. Ainsi, le noyau dur de l'astronomie copernicienne postule, entre autre, que la Terre et que les planètes tournent autour du Soleil. Le noyau dur d'un programme de recherche se trouve défendu par une ceinture protectrice composée d'hypothèses auxiliaires, de conditions initiales et d'énoncés d'observation. C'est cette ceinture qui sera modifiée pour faire progresser le programme ou le défendre contre d'éventuelles falsifications. L'heuristique positive indique aux scientifiques ce qu'ils devraient faire, comment développer la ceinture protectrice de leur programme de recherche pour pouvoir expliquer et prédire de nouveaux phénomènes. Un bon programme fournit de telles pistes.

**La plus connue des dimensions est l'engagement réformiste des leaders intellectuels de la tradition institutionnaliste.**

Si l'on revient aux sources de l'idée institutionnaliste, il est aisément observable que dans le cœur de la crise des années 1880 aux Etats-Unis, mais également en France, c'est la réaction des penseurs de sciences sociales aux situations des travailleurs et aux « problèmes du travail » qui fait émerger un besoin d'alternative dans la pensée et dans les pratiques de la politique économique. Cette réaction ouvre ce qu'A. L. Cot (1998) baptise « *l'éveil de la question du travail* » (p 84). Elle n'est pas vraiment éloignée de la posture de colère indignée qui habitait déjà Marx, cinq ans avant les insurrections de 1848, lorsqu'il écrivait à son ami Arnold Ruge. Evoquant la honte et l'indignation que suscite la situation de l'Allemagne, il constatait que « *le manteau du libéralisme a été écarté et le despotisme le plus dégoûtant a été révélé dans toute sa nudité devant les yeux du monde entier.* »

L'entrée en scène de la tradition institutionnaliste est donc intrinsèquement morale et politique, au sens où elle ne relève pas de la simple évolution d'une pensée académique. Cette entrée a plusieurs facettes.

D'abord, et c'est certainement le moteur principal du mouvement, les « pré-institutionnalistes » réunis autour de la personne d'Ely sont animés par une militance forte visant à remettre en cause une orthodoxie de la pensée économique et sociale exclusivement basée sur des conceptions darwiniennes (Fine 1956). Si la question d'une nécessaire intervention de l'Etat et de la nature d'une politique économique devant rompre avec le dogme du laissez-faire seront les propositions que retiendra l'histoire, c'est d'abord une lutte politico-philosophique qu'engage R.T. Ely et ses collègues de la New School avec les tenants d'une économie conventionnelle issue de la tradition classique anglaise. L'opposition que rencontrent R.T. Ely, James ou Pierce est double : l'engagement politique que constitue le réformisme ne doit pas interférer avec la production de connaissances scientifiques et, par suite, l'Université ne doit pas accepter des enseignements considérés comme scientifiquement douteux du point de vue des canons de l'époque. Les différentes prises de position de S. Newcomb durant la décennie 1875-1885 sont très éclairantes de cette opposition politique qui s'appuie sur un rejet scientifique servant de base à un affrontement académique déjà très explicite.

*“Mathematical analysis is simply the application to logical deduction of a language more unambiguous, more precise, and for this particular purpose, more powerful than ordinary language. That a vague and indefinite language can for any purpose of thought be better than a precise one, no one will maintain, and the dispute must turn upon the question, whether it is possible to express the propositions of political economy in mathematical language”* (Newcomb 1875, p. 266).

Comme le note Wible (2009), pour Newcomb, « *les progrès dans la politique économique viendront quand l'approche des problèmes économiques par les économistes se fera de la même manière que dans les sciences physiques* » (page 18).

*“Which man is better equipped to answer an economic question? I reply, that, taking them as they stand, neither is well-equipped. But the second man has this advantage over the first, — that, when the question is presented to him, he will know how to investigate it, and, with the aid of better informed men, will be able to find out the essential facts for himself, while the other man will never be able to make any really valuable use of his knowledge. Hence, I prefer a system of instruction which is more concerned in teaching the student how to think and investigate, than in storing his mind with facts”* (Newcomb 1886c, p. 26).

La réaction de l'académisme de l'époque sera en définitive violente et sans appel : Newcomb réclame rien de moins que l'éviction d'Ely de l'Université car il n'était pas titulaire d'un poste de professeur ordinaire (Ribble, 2009)<sup>16</sup>. Et Ely ne put jamais obtenir de poste définitif dans cette Université (Barber, 1987, page 182).

Ensuite, que ce soit R.T. Ely ou J.R. Commons, l'engagement dans les institutions portant des politiques de réforme est constitutif de ces parcours d'intellectuels réformistes<sup>17</sup>. Cet engagement dans les institutions conduit, par exemple, Commons à mettre en place dans le Wisconsin, le premier système d'assurance chômage aux Etats-Unis ce qui l'amène d'ailleurs à considérer qu'à travers ses engagements dans les institutions « *[he] was trying to save capitalism by making it good* » (Commons, 1934, page 143). Kenneth Boulding reconnaît que Commons est « *l'intellectuel à l'origine du New Deal, of labor legislation, of social security, of the whole movement in the country toward a welfare state* » (1957, page 7).

C'est donc dans une radicalité des points de vue allant jusqu'à une certaine idéologisation quant à la nature de la discipline économique, que naît l'économie du travail « institutionnaliste » comme champ spécifique. Cette dernière se trouve confortée par la création en 1885 de l'AEA puis en 1886 de revues lui permettant de bénéficier de facilités pour se développer.

Cet engagement réformiste –au sens progressiste pour les intérêts de la « laboring class »- est un des points qui rend la convergence des traditions en économie du travail sans objet. Il est, en effet, plus fréquent de reconnaître dans les auteurs se revendiquant du mainstream des conseillers du prince qui, dans la période récente, sont le plus souvent enclin à promouvoir des réformes libérales, c'est-à-dire confiants dans les effets d'actions visant à la limitation des règles sur le marché du travail.

**La plus profonde des caractéristiques est le rejet de la capacité régulatrice du marché, voire de l'intérêt même de l'axiomatique néoclassique.**

Dans une citation restée célèbre, R.T. Ely ironisait déjà sur la pertinence de la lecture néoclassique des mécanismes de fixation des prix sur les marchés.

*“At bottom, it [supply-and-demand analysis] is only a truism proved by the experience of cooks. When fish is scarce it is dear. In sooth, a beautiful discovery! Nevertheless, there is nothing necessary in this. Suppose a religious law which forbids one to eat fish; it might be very scarce and at the same time cheap”.* (1884, 39).

Outre le rejet de parentés que l'économie devrait entretenir avec les sciences physiques et les lois naturelles, l'émergence de la tradition institutionnaliste se fait donc fondamentalement à partir d'un attendu théorique : le fonctionnement du marché du travail le rend, par nature, différent des autres marchés et l'existence préalable d'institutions est sa caractéristique.

<sup>16</sup> Commons connut le même sort puisqu'il dut abandonner son poste à l'Université de Syracuse pour se consacrer à des travaux plus appliqués pour le compte, notamment, de l'U.S. Industrial Commission and Civic Federation (Gonce, 2002).

<sup>17</sup> Comme le note L. Bazzoli (2000), Commons occupa longuement de nombreuses fonctions - successivement à la *National Civic Federation* (1902), à l'*American Association for Labor Legislation* (dont il fut un des fondateurs en 1906), à la commission industrielle du Wisconsin (1911), puis à la commission nationale des relations industrielles (1913-1915). Il contribua également à l'élaboration de plusieurs réformes importantes sur la législation du travail, entre autres la *Civil Service Law* (1905), le *Public Utility Act* (1907), et l'*Unemployment Insurance Act* (1932), et donc à une inspiration de certains volets des expériences du New-Deal.

La contribution des Webbs<sup>18</sup> est fondatrice de cette prise de distance avec l'explication de la détermination des salaires par le jeu du marché concurrentiel et de la maximisation des préférences (Harrison, 2000). Leur ouvrage de 1897 est le premier à soutenir la thèse d'une détermination du salaire en termes de pouvoir de négociation (bargaining) plutôt qu'en termes d'offre et de demande. Ils en déduisent, notamment, que le pouvoir de négociation de l'employeur reste supérieur car le travailleur a plus besoin de salaire que l'entreprise de salarié. Ils en déduisent, surtout et déjà, que les imperfections du marché (asymétries d'information, chômage involontaire, limitation de la mobilité, ...) sont telles qu'il ne peut exister d'optimalité de la fixation du salaire.

Dès lors, pour les institutionnalistes, il est vain de chercher à produire une analyse cherchant, par améliorations successives à fonder la pertinence d'une institution unique : le marché. Plus encore, les apports des Webbs puis de Commons sont, en fait, « *la base positive et normative d'une théorie institutionnaliste des marchés du travail* » qui peut se représenter à partir de différents principes (Kaufman, page 21) : une théorie intégrant des critères de justice et de développement harmonieux des sociétés, une conception des salariés davantage vus comme un citoyen ayant des droits, une conception plus réaliste de la rationalité de l'individu, une acceptation de multiples facteurs d'imperfection des marchés. Dès lors, cette théorie avance, dès les travaux des Webbs, l'idée d'inégalités des situations des travailleurs dans leurs capacités de négociations (Commons et Andrews, 1936) mais surtout de marchés impossibles à équilibrer par la variation du taux de salaire et de rémunérations des salariés inférieurs à leur productivité.

Telle qu'elle émerge dans la première période 1886 -1930, la tradition institutionnaliste est donc irréductible à une variante ou à un cas particulier d'une analyse en termes de marchés.

**La plus méthodologique des caractéristiques est le rapport aux faits** qui est clairement synthétisé par une formulation de R.M. Smith notant dès 1886 l'influence de l'école historique allemande : « *the new method in political economy is historical, comparative and statistical* » (page 82).

A la puissance d'une approche déductive certaine de ses hypothèses et de la qualité de ses résultats, il est opposé, dès le départ, la nécessité de la confrontation aux faits pour comprendre et du raisonnement inductif pour produire une analyse réaliste. J.R. Wible (2009) offre une lecture très complète de cette opposition de conceptions en revenant sur les premiers affrontements publics quant à la manière de « faire de l'économie » au sein même de la John Hopkins University. Ouverte dès 1884 par voie d'articles de presse, cette puissante opposition entre les deux économistes chrétiens Newcomb et Ely rassemble le mieux les termes de la controverse (Barber 2005).

Quand le mathématicien et astrophysicien Newcomb dénie aux tenants de la « New Scholl » d'Ely un caractère scientifique à leur démarche, ces derniers très influencés par la formation suivie auprès de Karl Knies à Heidelberg notamment, pointent les limites des démarches mathématiques et empruntées aux lois de la physique pour bâtir un raisonnement économique et en déduire une politique économique. Quand la « New Scholl » prête un rôle à l'Etat dans la marche de l'économie, la « Old School » symbolisée, selon Ely, par S. Newcombe, accuse de socialisme et s'interroge sur la qualité des enseignements qui peuvent résulter de cette approche trop axée sur les faits.

En 1886, chacun publiera un ouvrage exposant sa conception de la démarche de recherche en économie. Mais l'affrontement ne reste pas qu'épistémologique. Ely aura même le sentiment que

---

<sup>18</sup> La contribution majeure de S et B Webb est l'ouvrage de 1897 (Industrial Democracy). Dès 1894, un premier ouvrage « History of the Trade Unionisme » avait déjà marqué le débat en Angleterre. Les Webbs étaient parmi les co-fondateurs de la London Scholl of Economics and Political Science en 1895.



« ses » étudiants, plus nombreux, seront maltraités du fait de leur engagement en faveur des thèses de la New School : « *Because of his interest in economics and due to the fact that faculty from other disciplines participated in doctoral examinations Newcomb was often on the examining committees of the doctoral students in political economy. Newcomb's mathematical mind worked quicker than my own, and in examinations, he tried to show up my students unfavorably by putting to them questions, more or less in the form of mathematical problems, which they could not answer well on the spur of the moment. Perhaps I was more sensitive than I should have been, but I was irritated and greatly troubled* » (Ely 1931, p. 177).

\*\*\*

Ces trois caractéristiques permettent donc bien de situer les raisons d'une originalité mais surtout d'une identité spécifique au « programme de recherche » institutionnaliste. Le « noyau dur » de ce programme porté par la tradition institutionnaliste et que l'on retrouve dans la plupart des travaux se réclamant d'une approche qualifiée aujourd'hui d'« hétérodoxe » en économie du travail (Ughetto, 2000). Au fil du temps, il est même parvenu à conserver une place lui assurant une visibilité relative.

Cette tradition institutionnaliste fait l'objet d'une grande attention des tenants d'une approche mainstream de l'économie du travail. Une attention beaucoup plus marquée en tout cas que celle consacrée aux approches keynésiennes (disparues dans la discussion de 2014 menée par Hartog) ou aux approches marxistes du travail développée dans les années 1960 aux Etats-Unis (Cf Travaux de Cox). Loin de la posture d'hostilité frontale des années 1880, la tradition mainstream revendique plutôt une conception intégratrice (ou englobante) qui s'affirme, par touches successives, au rythme du développement de la modélisation en économie du travail. En simplifiant quelque peu, les approches institutionnalistes auraient, selon cette conception, le grand mérite de signaler des faits majeurs que l'approche mainstream se charge d'intégrer pour donner davantage de pertinence à ses formalisations et, par l'administration de la preuve, de solidité à la recommandation de politique publique. Cette approche n'est pas dénuée parfois de tentations à la condescendance voire au dénigrement<sup>19</sup>.

---

<sup>19</sup> Une présentation de l'ouvrage de Cahuc P. et Zylberberg A (2011) La micro-économie du marché du travail a pour titre « Micro-trottoir et culture scientifique » : « D'une masse de faits, il est toujours possible d'extraire une situation particulière, choisie à dessein, sans s'interroger sur son degré de généralité. La diversité des situations est telle qu'il existe bien évidemment des chômeurs courageux, des chômeurs paresseux, des chômeurs découragés, des chômeurs heureux, des chômeurs malheureux, etc. Dans ces conditions, il est toujours possible de tendre un micro à monsieur Dupont ou à madame Durand afin qu'il ou elle nous relate son expérience. Ces témoignages sont importants pour comprendre et quelquefois ressentir une véritable empathie pour le vécu de nos prochains, mais ils n'apportent aucune connaissance sur la situation de l'ensemble des chômeurs, ni *a fortiori* sur les causes du chômage. Les accumulations d'exemples et de témoignages permettent de conforter n'importe quelle thèse. Par exemple, Rifkin [1997] a écrit un best-seller, traduit dans de nombreuses langues, annonçant que la révolution informatique sonnait le glas du travail salarié. Rifkin étayait ses prédictions sur une collection impressionnante d'exemples, sans statistiques globales et sans considération théorique. Par construction, ces prédictions sont irréfutables... car elles ne prouvent rien. Rifkin ne se situe pas dans le domaine de la production de connaissance scientifique où toute proposition doit pouvoir être réfutée ».

### III. Intégration vs « deux mondes » : la critique d'une synthèse de façade

L'histoire de l'économie du travail montre donc bien dès l'origine l'existence de deux traditions d'analyse (I), une continuité de leurs contributions et une distinction des programmes (II). L'histoire des rapports entre ces deux traditions reste cependant à faire en dépassant le seul constat d'une audience forte des travaux institutionnalistes avant 1950 qui laisse place ensuite à la suprématie d'un mainstream si ambitieux dans ses productions qu'il aurait éteint toute autre forme de théorie économique consacrée au travail.

Dans l'histoire de la pensée économique consacrée au travail, on peut isoler plusieurs visions de ces rapports entre les deux traditions : une vision *simple*, une vision *hiérarchique* et une vision *exclusive*.

Assez apaisante, la vision *simple* est plutôt soucieuse d'harmonie. Elle consiste à penser que l'existence de ces deux programmes relève de l'habituel mouvement des idées. Dans cet esprit, Van der Linden estime par exemple qu'il y a « *un balancement et une tension perpétuels entre un souci de rendre compte des réalités concrètes et une volonté de théorisation* » (2001, p 13). En pratique, sans que personne n'en décide vraiment, chacune des traditions se réserverait *in fine* un champ de spécialisation et donc éclairerait une part de la réalité. Comme le suggère D. Kinnear en abordant les apports de la théorie de la segmentation des marchés sur l'analyse de la détermination des salaires, l'approche standard du salaire et celle issue d'une approche par la segmentation ne seraient rien d'autre que « *les deux faces d'une même pièce* » (two sides of the same coin) » (2004, p 105). Au total, la coexistence intellectuelle des deux programmes serait plutôt pacifique car des préoccupations bien que différentes se complèteraient pour une meilleure compréhension des questions liées au travail.

Cette vision est facile à accepter. D'abord, des travaux de la tradition institutionnaliste développés après l'œuvre de Commons se sont fréquemment présentés comme relevant des « Industrial Relations » accréditant l'idée qu'il pouvait s'agir d'un champ complémentaire à l'économie du travail (Labor Economics). Ensuite, des travaux néo-classiques récents consacrés au marché du travail ont tendance non seulement à fortement relâcher les hypothèses fondatrices du modèle (théorie des prix et marché concurrentiel) mais aussi à mêler, au moins en apparence, les traditions d'analyse (Phillips and Kinnear, 2004). Aussi, une vision unifiée des connaissances dans le champ du travail peut être promue si l'on ne cherche pas à « remonter » aux axiomatiques de chacune des traditions.

Dans les années 1960, cette vision *simple* laisse la place à une vision *hiérarchique* des rapports entre les deux traditions. L'idée d'une complémentarité globale laisse poindre une deuxième lecture mainstream plus subtile qui propose une articulation de ces deux traditions à partir d'un emboîtement des agendas de recherche. Selon cette seconde lecture, les deux traditions sont agencées selon une logique de complémentarités qui fonctionnent non par juxtaposition des apports de chacune des traditions (vision simple) mais par intégrations successives : régulièrement dans l'histoire, les travaux institutionnalistes mettent en lumière des particularités du marché du travail que l'axiomatique mainstream est le plus souvent capable d'intégrer par des évolutions de préoccupations (et non de corpus). Cette conception mainstream de la complémentarité comprend différents volets clairement identifiés par Hartog et Theuwes en 1990 (p 344) : le volet –un peu obligé– du « réalisme croissant » (a) et le volet « intégration » (b).

(a) “*in the neoclassic world [...] simple relations have been exchanged for very complex statements. In the arrogant model of 1950, the wage rate is an equilibrium wage rate, equal to the marginal productivity and to the*

*marginal substitution rate between leisure and consumption. Even for markets with sufficient competition this can no longer be theoretically maintained”.*

(b) *“the market is now seen as a market where optimal allocation and equilibrium levels of wages and quantities are difficult to define. Institutional elements, dynamic and uncertainty aspects, ethical and equity considerations make something special of the labour market. At the moment we knew a lot about partial aspects, and most of the time these are phenomena we knew about before, or which the institutionalists have stressed continuously, but which we can now support better theoretically. The neoclassical view unifies, annexes and pontificates, but does not excommunicate. All is taken in and nobody’s sacred cow is slaughtered”.*

S’il n’y a certes pas de « massacres de vaches sacrées », les relations entre les deux traditions de recherche sont en définitive représentées par une forme de division du travail qui opérerait dans le temps pour installer une méta-coopération : les uns défrichent par l’observation, les autres poursuivent l’agencement et le développement d’une théorie de référence techniquement capable d’intégrer. Le développement de la « nouvelle microéconomie » appliquée à l’économie du travail est explicitement justifié en ces termes (Perrot, A. 1992). Par cette voie, la théorie néo-classique réussie à « intégrer » des dimensions nouvelles (théorie des contrats, économie de l’information, ...) qui lui permet, au total, d’enrichir son analyse de l’efficacité des processus de marché. Ce jeu d’intégration conduit le mainstream à produire, il est vrai, des analyses beaucoup plus nuancées et à ainsi apporter des réponses aux objections anciennes sur son caractère fruste et peu réaliste parfois.

Répandue, cette idée d’une division du travail scientifique s’installe progressivement avec la montée en puissance du mainstream induite par les travaux novateurs de Schultz, Becker et Mincer dès la fin des années 1950 et dans le courant des années 1960. Cette vision hiérarchique ouvre la voie, à la fin des années 1990, à la vision *exclusive* qui mérite une discussion plus approfondie.

Avec les travaux microéconomiques de « la seconde révolution » du mainstream<sup>20</sup> (théorie des contrats, incitations,...), une vision plus *exclusive* des rapports entre les deux traditions s’est propagée.

Jamais présentée explicitement, cette vision *exclusive* interroge fondamentalement la nécessité de concevoir aujourd’hui la discipline « économie du travail » avec DES traditions dès lors que le mainstream a montré sa capacité à couvrir avec efficacité l’ensemble du champ. Les récentes prises de positions publiques d’A. d’Autume ou de J. Tirole, prix Nobel, vont dans ce sens en ne reconnaissant pas la pertinence de « traditions » en économie dès lors que l’excellence scientifique a finalement embrasé tous les champs en gommant les imperfections analytiques des années 1950. Pourquoi même aller jusqu’à désigner des travaux économiques comme « hétérodoxes » (par opposition à orthodoxes) dès lors que l’acceptation d’un ralliement à des critères scientifiques communs sonne, de facto, la fin des traditions ?<sup>21</sup> Pourtant, cette vision bien que répandue résiste mal à une analyse épistémologique et historique même sommaire.

<sup>20</sup> J. Hartog et J. Theeuwes (1990) estiment que l’introduction de l’analyse de « l’incertitude » dans les fonctionnements de marché (p 333) est « la seconde révolution scientifique » dans le champ « Labor Economics » (la première est le mouvement du « capital humain »).

<sup>21</sup> Une tribune d’A. d’Autume dans Libération (15 mai 2015) est très révélatrice de cette posture. Interrogé sur la nécessaire reconnaissance des courants « hétérodoxes » dans le champ universitaire français, il avance que « Les études de terrain sont beaucoup plus nombreuses et la discipline s’est éloignée du modèle unique de l’*Homo aconomicus* traditionnel, forcément rationnel et vierge de toute influence extérieure dans sa manière de prendre ses décisions. Le développement le plus frappant est celui de l’économie comportementale et même expérimentale. Il a montré que, dans bien des cas, les agents économiques n’agissent pas de manière égoïste et non coopérative, et que leurs comportements sont largement influencés par leurs systèmes de valeurs, leur environnement et leurs trajectoires personnelles. Certains chercheurs à l’Ecole d’économie de Paris (PSE) ou à celle de Toulouse (TSE), qui sont les

Cette vision témoigne globalement d'une posture de pouvoir bien identifiée par les débats d'histoire des sciences entre K. Popper et son élève Khun. Il en va d'une simple posture « *hégémonique* » selon le terme même d'Hartog et Theeuwes (page 344), pourtant tenants des méthodes de la « *Modern Labor Economics* » (William R.M., 1984) : « *it may be more of a kind of neoclassical imperialism than a two-way of partnership. If it is a synthesis, then there is only synthesis from one side* ». Il est donc très net, de l'avis même des intéressés, que cette synthèse est uniquement revendiquée par les tenants du mainstream et, par suite, l'objet d'une imposition en mobilisant même des logiques de « ruse » propres aux agissements des communautés scientifiques décortiqués par Kuhn ou Fayerebend. Le resserrement des possibilités de publications ou des possibilités de titularisation dans les Universités participent de ces ruses qui conduisent à l'éviction sous couvert de qualité des productions.

En fait, cette vision *exclusive* de l'intégration théorique portée par les tenants du mainstream contemporains est revendiquée assez directement comme le montre le texte de Hartog (2014) cité en introduction. Elle fait échos à des postures très solidement ancrées dans l'histoire mouvementée des relations entre les deux traditions où les points de vue sont parfois peu nuancés (1). Elle n'en demeure pas moins appuyée sur une lecture théorique tronquée (2) et non dénuée d'une réelle habileté tactique (3).

(1) Outre sa commodité d'exposé et sa fréquence depuis le début des années 1990, cet argument puise sa force dans un postulat si ancien que sa première formulation est avancée par le tenant de l'orthodoxie de la démarche scientifique générale Simon Newcomb<sup>22</sup> à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Peu versé dans une conception pluraliste des disciplines, ce dernier n'hésitait pas à réclamer d'ailleurs que ses collègues de la John Hopkins University s'y conforment expressément.

Cette revendication ne procède pas uniquement de la force aveugle. Elle provient du fait que le mainstream considère, avec Newcomb puis surtout avec la publication des œuvres de Marshall puis de Hicks, qu'il « a » une théorie de référence, alors que la tradition institutionnaliste n'en a pas vraiment ou, plus exactement, qu'elle n'a pas été capable d'en fonder une<sup>23</sup>. Des années 1880 aux années 2000, l'incapacité à utiliser ou construire une théorie est expliquée par le choix revendiqué par les institutionnalistes « des collections de faits » (fact-gathering).

*« Institutionalism in labor economics has come to mean an almost exclusively descriptive approach, often reflecting the personal judgment that labor market facts are interesting in themselves. Sometimes included in the term is the theoretical view that facts speak for themselves. As a practical example, institutionalists assert that wages are not determined by supply and demand; rather contemporary wage determination can only be understood as the product of social, political and institutional forces. Institutionalists thus reject*

---

deux principaux centres de la recherche économique en France, travaillent sur des sujets se situant à la limite de l'économie et c'est très bien comme ça. Le Prix Nobel d'économie Jean Tirole, grand spécialiste des incitations financières, explore aussi des approches bien plus larges des comportements et on pourrait très bien le qualifier d'hétérodoxe ! [...].

<sup>22</sup> Voisine de celle donnée par L. Robbins dans les années 1930, S. Newcomb propose une définition de la science économique déjà basée exclusivement sur l'idée d'une maximisation des préférences des individus : « *Economical science, therefore, considers man simply as an adapter of means to ends, but does not inquire how these ends arise, nor whether they are really the ends toward which men should strive. If this limitation seems unsatisfying to the reader, he must remember that the mixing up of different branches of inquiry is productive of confusion of thought, and that the questions whether an end is good and how an end can best be attained are totally different* (Newcomb 1886a, p. 13).

<sup>23</sup> P. Samuelson (1951) propose une lecture explicite du déclin de la tradition institutionnaliste après-guerre « *In economics it takes a theory to beat a theory* ». Les institutionnalistes ont échoué dans cet objectif même si J.R. Commons s'était donné comme ambition de faire que l'économie institutionnelle soit reconnue comme intégrant l'économie néo-classique comme un cas particulier (Kaufmann, 2003)

*abstract general theories and advocate an inductive and interdisciplinary approach to research*" (Addison et Siebert, 1979, page 4).

Cette attaque en « impuissance théorique » a, il est vrai, ses justifications. En fait, il est directement fait référence, en premier lieu, à des choix de méthode qui éloignent irrémédiablement de la fabrication d'une théorie (nécessairement déductive) : le « go and see » et le « fact-gathering » revendiqués d'Ely à Commons concrétisent la dimension inductive des travaux institutionnalistes et éloignent, de facto, de la théorie qui est d'abord entendue, par le mainstream, pour ses propriétés déductives et son discours généralisant et propice aux lois générales. La littérature des années 1886-1920 abonde de critiques virulentes de cette démarche revendiquée par les « pré-institutionnalistes » lue non seulement comme une déviation de la démarche scientifique mais surtout comme une incapacité à produire de la théorie économique.

En second lieu, il est ensuite fait référence au fait que le concept de « *transaction* » au cœur de la pensée de J.R. Commons comme, par la suite, celui de « *coûts de transaction* » proposé par la Nouvelle Economie Institutionnelle n'ont pas été en mesure de conduire à une métathéorie pouvant servir de corpus de ralliement reconnu et d'identité commune aux travaux d'économie du travail développés dans une tradition institutionnaliste. Il n'y pas d'écoles ou de théories qui puissent être le prolongement de ses concepts pourtant fondateurs de la pensée d'économistes reconnus.

Il faut en effet admettre que les dernières générations de travaux à coloration institutionnaliste (après 1980) peuvent conduire à alimenter le sentiment d'un relatif éparpillement des méthodes et des préoccupations (Kaufman, page 24). Néanmoins, la critique de l'impuissance apparaît comme bien sévère. Si l'on cherche à identifier « *une école ou un paradigme institutionnaliste en économie du travail* », nul doute que la tâche sera vaine (Boyer et Smith, 2001). Par contre, si l'on tente de chercher des « *points de ralliement théoriques* » (Hodgson, 1998) aux travaux des différentes générations d'institutionnalistes se consacrant à l'analyse du travail, plusieurs lignes permettent de délimiter clairement le terrain d'expertise d'une tradition institutionnaliste ancienne, constante et bien vivace, encore aujourd'hui. Trois lignes peuvent être avancées en s'appuyant notamment sur les travaux de Kaufman (1994) et (2004) : un constat, un choix, une adoption qui peuvent, ensemble, permettre de progresser dans *la conceptualisation des institutions*.

D'abord, le *constat* du caractère insatisfaisant des analyses dérivées du modèle statique de marché auto-équilibré (même savamment sophistiqué) qui ne parviennent pas à expliquer un ensemble de phénomènes (chômage involontaire, situations salariales différenciées suivant les firmes, ...) constatés dans l'économie réelle. Commun à l'ensemble des institutionnalistes mais également aux approches structurelles du marché du travail, ce constat est résumé par la sentence de Dunlop estimant « *qu'il n'existe pas de marché désincarné* »<sup>24</sup>.

Ensuite, le *choix* d'une analyse réaliste (F. Perroux dirait « *rendre intelligible le réel* ») pour parvenir à produire, de manière positive, des analyses basées sur des faits mais aussi des concepts (la transaction, le pouvoir, ...) susceptibles de constituer des alternatives convaincantes aux explications du mainstream. Ce choix ne doit pas éloigner de préoccupations normatives et éthiques des analyses.

---

<sup>24</sup> John Dunlop, "Labor Markets and Wage Determination: Then and Now," in *How Labor Markets Work*, ed. Bruce Kaufman, (Lexington, Mass.: D.C.Heath and Co., 1988), p. 48.

Enfin, *l'adoption* de positionnements méthodologiques qui autorisent, autant que de besoin, les emprunts aux discipline des sciences sociales<sup>25</sup>.

(2) Cette lecture du prétendu « échec théorique » reste donc en définitive plus incantatoire que justifiée : la tradition institutionnaliste aurait été, tour à tour, soit opposée à la nécessité de bâtir une théorie pour analyser les « questions du travail » (après Ely) soit incapable de le faire (après Commons).

Cette double qualification « d'échec théorique » dépend, au fond, directement de la conception retenue d'une théorie de référence. Il est généralement argumenté que la tradition institutionnaliste, notamment après l'héritage conceptuel laissé par J.R. Commons, n'a pas été en mesure de « relever » le défi de produire une théorie de référence à l'image de celle bâtie par les néoclassiques : une théorie capable par déduction à partir de lois de couvrir l'ensemble des problèmes abordés.

Si l'on se place au sortir du vingtième siècle, cet argument d'une symétrie de densités des corpus est globalement recevable sauf si l'on considère, à l'instar des spécialistes reconnus<sup>26</sup>, que J.R. Commons a plutôt produit une matrice théorique du développement des économies en se dotant de concepts (la transaction) susceptible d'aider à une compréhension large du changement institutionnel. De ce point de vue, la tradition institutionnaliste a, certes pas une théorie abstraite, mais « *un agenda micro et macro de recherches* » (Kaufman, 2003). Si les tenants de l'institutionnalisme contemporain n'ont pas œuvré au développement du cadre posé par Commons, il n'en reste pas moins un ensemble de lignes communes directement exploitables et rappelées ci-dessus (constat, choix adoption).

Ces lignes peuvent aisément se traduire par le développement d'une dynamique de recherches dans lesquelles la plupart des institutionnalistes peuvent se reconnaître (Kaufman, 2003), ce que Lakatos nommerait « *un programme* » : en prenant appui sur le concept de « transaction » comme élément de base (noyau dur) de l'économie institutionnelle, il est possible à la fois de développer un agenda global relatif à la compréhension des choix institutionnels d'ensemble des sociétés (nature des régulations économiques, choix de structuration des relations inter-firmes, par exemple), tout en développant des agendas sur des champs plus restreints, tels que les relations d'encadrement et de management du travail, par exemple.

---

<sup>25</sup> C. Ferraton (2008) donne une définition en extension de ces lignes de force des approches institutionnalistes : L'institutionnaliste est soucieux du réalisme de ses propositions théoriques et conçoit sa recherche comme un processus. Il n'apporte pas d'outils théoriques préétablis, mais les élabore au gré de son investigation, s'aidant des différentes sciences sociales et du cheminement de ses expérimentations. Il reconnaît le pouvoir comme composante essentielle du processus économique. L'économie, avant d'être un ensemble de marchés s'imposant naturellement aux volontés individuelles, s'appuie sur une organisation artificielle du pouvoir, formelle et informelle, dont ne bénéficie qu'une partie du collectif. Parce qu'il fait des volontés individuelles le moteur du changement social, l'institutionnaliste se montre toujours sceptique à l'égard de l'organisation économique et sociale en place, mettant au jour les inégalités et les conflits d'intérêts. L'institutionnaliste refuse la dichotomie courante établie entre les intérêts particuliers et l'intérêt collectif. Il prête un caractère hybride aux motivations individuelles qui comprennent à la fois des fins intéressées et collectives. Il refuse la vision en termes d'équilibre du fonctionnement économique. Celui-ci évolue continuellement, au gré des changements institutionnels progressifs ou soudains. Aucun sentier vertueux n'est cependant tracé, de bons comme de mauvais ajustements peuvent se produire. Il considère les valeurs comme partie intégrante de la recherche. Elles délimitent l'objet et les finalités de toute investigation scientifique. Cette conception méthodologique explique aussi son parti pris réformiste, en insistant sur le caractère amendable de l'organisation économique et sociale. L'économie pour l'institutionnaliste n'est pas souveraine ; elle s'inscrit dans un cadre culturel et collectif.

<sup>26</sup> Cf. notamment les travaux en France de L. Bazzoli.

Mais, pourquoi donc, ces orientations contenues très tôt dans la tradition institutionnaliste n'ont-elles pas connu davantage de développements visibles ? L'explication centrale est à rechercher dans les rapports contemporains qu'entretiennent les deux traditions.

(3) Outre le caractère hégémonique du positionnement, cette vision *exclusive* n'est, en fait, pas dénuée de visée tactique. Son acceptation conduit d'abord à renforcer une *posture de référence obligée* dans laquelle sont enfermés les institutionnalistes depuis les années 1960 mais peut également induire des conséquences théoriques de grande ampleur sur la conception du champ de l'économie du travail et sa structuration de moyen terme.

Il est symptomatique de constater, en premier lieu, la posture de référence obligée dans laquelle nombre d'institutionnalistes sont régulièrement placés depuis plusieurs décennies : la qualité de leurs travaux est uniquement jugée dans leur capacité à représenter un « *défi* » crédible à la tradition mainstream. Dans un texte publié dans le *Journal of Economic Issues* en 1991, David Gimble rappelle ainsi un échange très révélateur de cette posture de référence obligée de tout un courant de l'économie politique.

*“Glen Cain asserted that institutionalist labor theory is primarily descriptive, lacks theoretical integrity, and, consequently, offers no basis for predictability. On that basis, he alleged that institutionalist labor theory represented an innocuous challenge to the basic tenets underlying neoclassical labor theory”* (page 642).

L'acceptation de cette vision exclusive ouvre, en second lieu, la voie à une définition du champ de l'économie du travail potentiellement très stricte.

D'une part, c'est le volet micro-économique qui aurait vocation à intégrer progressivement toutes les nouvelles préoccupations émergentes et donc à « faire vivre » l'économie du travail. Qu'advient-il, dès lors, des approches ne se ralliant pas sur cette axiomatique ? D'autre part, si l'on retient cette vision mainstream, le schéma final de la pensée économique pose directement la question de l'utilité même d'autres traditions et, en particulier, la plus structurée d'entre elles, c'est-à-dire, la tradition institutionnaliste (en considérant qu'elle est multiple dans ses composantes). En définitive, si l'affirmation de la théorie néo-classique comme théorie économique de référence depuis cinquante ans, lui confère notamment l'aptitude à traiter des objections qui lui étaient opposées jusque-là (réalisme des hypothèses) en « intégrant » de nouvelles dimensions, l'évidence de la nécessité de théories institutionnalistes ou hétérodoxes se posent directement. En France, l'hétérodoxie en économie du travail s'est, par ce biais, trouvée déstabilisée par la capacité dont a su faire preuve le “mythe du marché universel” à incorporer la nuance, ôtant du même coup son attrait au “mythe du système inégalitaire” et posant la question de sa légitimité.

Au fond, si les deux traditions mainstream et institutionnaliste sont lues comme complémentaires (vision simple), en considérant de plus que l'une peut englober l'autre (vision hiérarchique), voire la rendre inutile, alors l'histoire de l'économie du travail peut être un processus avec une fin : l'existence d'une seule tradition (Ughetto, 2000).

Mais qu'en est-il si ces deux traditions d'analyse du travail aussi anciennes que structurées sont réputées irréductibles l'une à l'autre ? Peut-être serait-il alors sage de méditer la position critique énoncée, dans *Contre la Méthode*, par P. Feyerabend : contre une vision dominante de la philosophie des sciences popérienne il considère « *que les conceptions rivales sont incommensurables et que la science progresse mieux par la multiplication de théories et de méthodologies rivales et qu'il convient donc de les faire, autant que possible, proliférer* »...

Toutes les méthodologies ont leurs limites, et la seule " règle " qui survit, c'est : " tout est bon "  
PF

\*\*\*

Cet essai d'histoire longue de la pensée en économie du travail permet d'identifier deux traditions d'analyse des questions du travail : l'approche qualifiée de « *labor problems* » et celle du « *labor economics* ». D'envergure comparable, concurrentes et hégémoniques à leurs heures, ces traditions sont identifiables par leurs conditions d'émergence, leurs fondements axiomatiques et leurs rapports dans le champ scientifique des dernières décennies. Cette triple caractérisation sur longue période montre qu'il s'agit plus vraisemblablement de deux « *programmes de recherche* » irréductibles au sens d'Imre Lakatos. Pour l'heure, il semble pourtant que l'Histoire proposée par le « *labor economics* » n'intègre pas cette conception et préfère, bien au contraire, s'en tenir à l'idée qu'une tradition est englobée par l'autre, et ce, définitivement.

## BIBLIOGRAPHIE

- Adams T.S. and Sumner H.L. (1905) *Labor Problems: A Textbook*, MacMillan, New York.
- Addison J.J. et Siebert W.S. (1979) *The Market for Labor : an analytical treatment*, Goodyear Publishing Company, Santa Monica.
- Amable B, Boyer R, Lordon F. (1997) *The Ad Hoc in Economics: The Pot Calling the Kettle Black*, in *Is Economics Becoming a Hard Science ?*, Ed Antoine D'Autume et Jean Cartelier, Brookfield, VT Edward Elgar.
- Barber W.J. (1987) *Should the American Economic Association Have Toasted Simon Newcomb at its 100th Birthday Party?* *Economic Perspectives*, Volume 1, Number 1, Summer, Pages 179–183.
- Barber W.J. (2005) "General Introduction: The Development of the National Economy, 1865-1900," in *The Development of the National Economy: The United States from the Civil War through the 1890s*, Vol. 1, ed. Wm. J. Barber. London: Pickering & Chatto, pp. vii-xv.
- Borjas G. (1988) *Earnings Distribution: A Survey of the Neoclassical Approach*, in *Three Worlds of Labor Economics*, ed. Peter Phillips and Garth Mangum, Armonk, NY ME Sharpe.
- Boulding K. (1957) *A New Look at Institutionalism*, *American Economic Review*, 47, mai 5.
- Boyer G. and Smith R.S. (2001) *The Development of the Neoclassical Tradition in Labor Economics*, *Industrial and Labor Relations Review*, Vol. 54, no. 2, January, pp. 199-223.
- Brown J.D. (1952) *University Research in Industrial Relations*, *Proceedings of the Industrial Relations Research Association*.
- Cahuc P. et Zylberberg A. (2001), *Le marché du travail*, De Boeck-Université, collection «Balises».
- Cain G. (1975) *The Dual and Radical Challenge to Labor Economics*, *American Economic Review* 65, May, pp 16-22.



- Champlin D.P. and Knoedler J.T. (2004) *The Institutionalist Tradition in Labor Economics*, M.E. Sharpe, Armonk, New York London, England.
- Colander D. (2000) The Death of Neoclassical Economics, *Journal of the History of Economic Thought*, 22, N°2, pp 127-143.
- Cartelier J. (2016) *L'intrus et l'absent. Essai sur le travail et le salariat dans la théorie économique*. Presses Universitaires de Paris Ouest.
- Commons J.R. (1934a) *Myself*, Macmillan, New York.
- Commons J.R. (1934b) *Institutionnal Economics : its place in political Economy*, Macmillan, New York.
- Commons J.R. et Andrews J. (1936) *Principles of Labor Legislation*, 4th ed., Harper, New York.
- Cot A.L. (1998) *L'invention de l'économie du travail. Les Etats-Unis du Gilded Age au New Deal*, dans *L'économie, une science pour l'homme et la société : mélanges en l'honneur d'Henri Bartoli*, Publications de la Sorbonne, Paris.
- Crompton S. and Vickers M. (2000) "One Hundred Years of Labour Force", *Canadian Social Trends*, No. 57, Summer, pp. 2-13.R.
- Douglas P.H. (1934) *The theory of wages*, Mac Millan, New York.
- Ely R.T. (1884) *The Past and the Present of Political Economy*, Johns Hopkins University Studies in Historical and Political Science, second series, Baltimore, pp. 5-64, reprinted in 2005, *The Development of the National Economy: The United States from the Civil War through the 1890s*, ed. Wm. J. Barber., Pickering & Chatto, London, pp. 7-66
- Ely R.T. (1886) *The labor movment in America*, T.Y. Crowell, New York.
- Ely R.T. (1931) *The Story of Economics in the United States*, ed. Warren J. Samuels (2002) *An Imprint of Elsevier Science*, Amsterdam.
- Favereau O. (1989) Marchés internes, marchés externes, *Revue économique*, vol. 40.
- Furner M. (1975) *Advocacy and Objectivity: a Crisis in the Professionalization of American Social Science, 1865-1905*, Lexington, Published for the Organization of American Historians by the University Press of Kentucky.
- Ferraton C. (2008) « Les valeurs guident et accompagnent notre recherche ». *L'institutionnalisme de Myrdal. Introduction*. Feuilles Economie politique moderne. ENS Editions.
- Gimble D.E. (1991) Institutional Labor Market Theory and the Veblenian Dichotomy, *Journal of Economic Issues*, Vol. 25, no. 3, September, pp. 625-48.
- Gonce R. (2002) John R. Commons. Five big Years : 1899-1904, *American Journal of Economics and Sociology*, 61; October, pp 755-758.
- Harrison R. (2000) *The Life and Time of Sidney and Beatrice Webb: The Formative Years, 1858-1905*, St Martin's Press, New York.
- Hodgson J.M. (1998) The approach of Institutional Economics, *Journal of Economic Literature*, Vol. XXXVI (March 1998), pp. 166–192.
- Hartog J. (2014) The dynamics of the research agenda in labour economics, *Labor Economics*, 30, pp 1–3
- Hartog J. et Theeuwes J. (1990) Post-war developments in labour economics, in F. Van der Ploeg (Eds), *Advances lectures in quantitatives economics*, London, Academic Press.
- Hicks J.R. (1932) *Theory of wages*, MacMillan, London.
- Jurgen H. (1965) The German Historical School in American Scholarship. A Study in the Transfer of Culture, Ithaca, Cornell University Press, p. 130-131.
- Kaufman B.E. (1993) *The Origins and Evolution of the Field of Industrial Relations in the United States*, NY ILR Press, Ithaca.

- Kaufman B.E. (1994) The Evolution of Thought on the Competitive Nature of Labor Markets In *Labor Economics and Industrial Relations*, edited by Clark Kerr and Paul D. Staudohar, Harvard University Press, Cambridge, pp 145-188.
- Kaufman B.E. (2003) John R. Commons and the Wisconsin School on Industrial Relations Strategy and Policy, *Industrial and Labor Relations Review*, 57, October.
- Kaufman B.E. (2004) The Institutionalist and Neoclassical schools in Labor Economics, in *The Institutionalist Tradition in Labor Economics*, ed. D.P. Champlin and J.T. Knoedler, M.E. Sharpe, Armonk, New York London, England.
- Kerr C. (1988) The Neoclassical Revisionists in Labor Economics (1940-1960)-R.I.P.," in *How Labor Markets Work*, ed, Bruce Kaufman, (Lexington, Mass.: D.C. Heath and Co., pp. 1-46.
- Kerr C. (1994) The Social Economics Revisionists in Labor Economists 1940-1960 R.I.P., in Bruce Kaufman, *How Labor Markets Work. Reflections on Theory and Practice* by John Dunlop, Clark Kerr, Richard Lester and Lloyd Reynolds, Lexington Books, Lexington.
- Kinnear D. (2004) Two sides of the same coins : Institutionalist theories of wage rates and Wage Differentials, in *The Institutionalist Tradition in Labor Economics*, ed. D.P. Champlin and J.T. Knoedler, M.E. Sharpe, Armonk, New York London, England.
- Kloppenber J.T. (1986) *Uncertain Victory. Social Democracy and Progressivism in European and American Thought, 1870-1920*, New York, Oxford University Press.
- Lester R.A. (1941) *Economics of Labor*, Macmillan, New York.
- Machlup F. (1946) Marginal Analysis and Empirical Research, *American Economic Review*, 26, September. Pp 534-535.
- MacNulty P. (1980) The origins and development of labour economics: a chapter of the history of social thought, Cambridge, MIT Press.
- Magnum G. and Phillips P. (1988) "Introduction", in P. Phillips and M. Garth (1988) *Three Worlds of Labor Economics*, Armonk, NY ME Sharpe, pp. 3-18.
- Marshall A. (1890) *Principles of Economics*, Macmillan, London.
- Newcomb S (1875) The Method and Province of Political Economy, *The North American Review*, Vol. 121, issue 249, pp. 241-270.
- Newcomb S (1886) Can Economists Agree Upon the Basis of Their Teachings? *Science*, Vol. 8, No. 179, July 9, pp. 25-26.
- Perlman M. (1958) *Labor Unions theories in America*, Evaston, Ill, Row Peterson.
- Perrot A (1992) *Les nouvelles théories du marché du travail*, La Découverte, coll. Repères, Paris.
- Phillips P. and Garth M. (1988) *Three Worlds of Labor Economics*, Armonk, NY ME Sharpe.
- Phillips R.J. and Kinnear D. (2004) The twentieth century trend of institutionalism in mainstream economics journals. In *Wisconsin 'government and business' and the history of heterodox economic thought*, Research in the History of Economic Thought and Methodology, vol. 22-C., COState U, pp 283-300.
- Pigou A.C. (1941) *Employment and Equilibrium*, London, MacMillan.
- Piore M.J. (1983) Labor Market Segmentation Theory: To What Paradigm Does It Belong ?, *American Economic Review*, 73, May, pp 249-53.
- Robbins L. (1932) *An essays on the nature and significance of Economic Science*, Macmillan, London.
- Roberts E. (2003) *Patient social reformers. Concordance between method and vision in the work of Richard T. Ely, and Sidney and Beatrice Webb*, Paper submitted in partial fulfillment of the requirements for the MA Plan B, University of Minnesota, Department of History, April.
- Rodgers D.T. (1988) *Atlantic Crossings. Social Politics in a Progressive Age*, Princeton, Princeton University Press.

- Rutherford M. (2001) Institutionnalism The and Now, *Journal of Economic Perspectives*, 15, Summer.
- Samuelson P. (1951) Economic Theory and Wages, in *The Impact of The Union*, ed. David McCord Wright, Freeport, NY Books for Librarians Press.
- Schäfer A.R. (2000) American Progressives and German Social Reform, 1875-1920, Stuttgart, Franz Steiner Verlag.
- Schmid A.A. (2001) The Institutionnal Economics of the Nobel Price Winners, in *Economics Broadly Considered*, ed. Jeff Briddle, John David and Steven Medema, Routledge, New York.
- Schumpeter J.A. (1934) The theory of economic development, Harvard University Press, Cambridge.
- Schumpeter J.A. (1983) Histoire de l'analyse économique, traduction française, Tome III, L'Age Scientifique (de 1870 à J.M. Keynes), Paris Gallimard. Cité par A.L. Cot (1998).
- Segal M. (1986) Post-Institutionalism in Labor Economics: The Forties and Fifties Revisited, *Industrial and Labor Relations Review* 39, April, pp 388-403.
- Smith R.M. (1886) Methods of Investigation in Political Economy, *Science*, July 23.
- Solow R.M. (1990) *The Labor Market as a Social Institution*, Blackwell, New York.
- Stewart W.W. (1919) Economic Theory, Discussion, *American Economic Review*, 47, May, pp 319-320.
- Taft P. (1950) A Rereading of Selig Perlman's *A theory of the Labor Movement*, *Industrial and Labor Relations Review*, 4, October.
- Tawney R.H. (1958) *Business and Politics Under James I : Lionel Cranfield as Merchant and Minister*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Ughetto P. (2000) Problématiques hétérodoxes du travail en économie : quel avenir ? *Economies et Sociétés*, série Economie du travail, AB, n° 21, tome XXXIV, n° 4, avril.
- Van der Linden B. (2011) Cours d'Economie du Travail, Institut de Recherche Economiques et Sociales, Université Catholique de Louvain.
- Webb S and B (1897) *Industrial Democracy*, Green, Longmans, London.
- Wible J.R. (2009) Economics, Christianity, and Creative Evolution: Peirce, Newcomb, and Ely and the Issues Surrounding the Creation of the American Economic Association in the 1880s, Paper of Department of Economics, Whittemore School of Business and Economics, University of New Hampshire, April.
- Williams R.M. (1984) The Methodology and Practice of Modern Labor Economics: A Critique, in W. Darity, Jr. (ed.), *Labor Economics: Modern Views*, Boston: Kluwer-Nijoff Publishing, pp. 23-51.
- Witte E.E. (1947) The University and Labor Education, *Industrial and Labor Relations Review*, October, 6
- Witte, E.E. (1954) Institutional Economics as Seen by an Institutional Economist, *Southern Economic Journal*, 21, no. 2, October, pp 131-40.
- Yates M.D. (1999) Labor Force, in P.A. O'Hara (ed.), *Encyclopedia of Political Economy*, Vol. 2, London: Routledge, pp. 633-35.S.
- Yonay Y. (1998) *The struggle over the Soul of Economics : Institutional and Neoclassical Economics in America between the Wars*, NJ Princeton University Press, Princeton.